

La tragédie au Timor oriental et l'attitude des États-Unis

Entrevue avec Noam Chomsky*

– Vous avez écrit des articles sur le Timor oriental il y a plus de vingt ans. Quelle est votre réaction face aux événements dramatiques que connaît ce pays depuis le référendum du 30 août ?

Ce qui se passe aujourd'hui semble n'être qu'une terrible réplique de ce qui s'est passé il y a vingt ans, et les événements sont en partie orchestrés par les mêmes personnes !

Le *New York Times* du 15 septembre dernier publiait un article signé d'un historien spécialiste de l'Indonésie, John Roosa, qui figurait parmi les observateurs officiels lors du vote. Il souligne que les atrocités auxquelles nous assistons aujourd'hui étaient tout à fait prévisibles et donc aisément évitables, que les États-Unis auraient pu les empêcher mais ont choisi de ne pas le faire. Le gouvernement Clinton s'est contenté de gagner du temps, a refusé d'aborder le problème et insisté sur le fait que la responsabilité reposait sur l'armée indonésienne qui commet ces atrocités.

Les États-Unis continuent à gagner du temps, même après avoir été contraints par la pression nationale et internationale, en particulier par les Australiens, d'oser un geste timide. Entre-temps, près de la moitié de la population a été déplacée et des milliers de gens meurent de faim ou se font tuer.

C'est la même histoire qu'il y a vingt ans. Lorsque les atrocités atteignirent un degré extrême en 1977-1978, l'administration Carter envoya des armes à Suharto. À cette époque, le nombre de morts s'élevait à environ 200 000. L'Église tenta d'alerter l'opinion mondiale mais personne ne prêta véritablement attention au problème.

En septembre 1978, l'armée indonésienne se sentit assez sûre d'elle pour autoriser quelques visiteurs étrangers à pénétrer sur le territoire du Timor. Les ambassadeurs des pays occidentaux vinrent ainsi de Djakarta et furent confrontés à une épouvantable catastrophe humanitaire.

* Propos recueillis par Dijana Sulik, Weronika Zarachowicz & Prsilla Pizzato (© L. World media Network). Cette entrevue a été publiée par le quotidien *Le Soir*, Bruxelles, n° 219, page 2. *Lusotopie* remercie *Le Soir* et Noam Chomsky de l'autorisation de republication.

Ce qui se passa par la suite fut décrit par l'un des plus grands spécialistes mondiaux de l'histoire de l'Indonésie, Benedict Anderson, lors de sa déposition devant l'Onu. Il rapporta que, depuis neuf mois, l'ambassadeur américain Masters retardait l'envoi d'aide humanitaire, attendant que les généraux indonésiens donnent leur « feu vert » aux États-Unis.

À cette époque, il s'agissait d'un massacre de très grande envergure, où périt peut-être un tiers de la population. Aujourd'hui, nous assistons simplement à la destruction de ce qui restait...

– *Vous avez affirmé que « la complicité occidentale a été directe et décisive ». Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?*

Cela commença avec l'invasion, en décembre 1975, juste après la visite de Henry Kissinger et du président Ford à Djakarta. Nous savons aujourd'hui, grâce à des documents secrets, qu'ils étaient parfaitement au courant de la mise en œuvre de cette invasion.

Le Conseil de sécurité ordonna à l'Indonésie de se retirer immédiatement mais ne fut pas entendu. Et les raisons de cet échec furent expliquées avec une grande franchise devant l'Onu par l'ambassadeur américain Daniel Patrick Moynihan : « le département d'État désirait que les Nations unies soient totalement inefficaces, quelles que soient les mesures qu'elles prendraient. Cette tâche m'incomba et je crois pouvoir dire que je l'ai menée à bien ».

Parallèlement, les États-Unis furent incités à déclarer un embargo de six mois sur la vente de bombes à cause de la nature des atrocités commises, mais ils augmentèrent dans le même temps secrètement leurs livraisons d'armes.

En 1978, au moment où les atrocités atteignaient réellement le niveau d'un génocide, la Grande-Bretagne et la France se joignirent aux États-Unis, avec armes et soutien diplomatique. Le ministre français des Affaires étrangères se rendit à Djakarta et assura au gouvernement indonésien que la France lui offrirait son aide militaire et le soutiendrait face aux critiques dans les forums internationaux.

Un an plus tard, l'Australie fut le seul pays à reconnaître *de jure* l'annexion du Timor oriental. Peu après, elle entamait des négociations avec l'Indonésie en vue de régler la question de l'exploitation des champs de pétrole du Timor oriental.

En 1989, un traité fut signé. En 1991, un grand massacre eut lieu à Dili et fut annoncé publiquement. Les Indonésiens commirent l'erreur de quasiment tuer deux journalistes américains, et cela attira quelque peu l'attention. Mais quelques semaines plus tard, les compagnies pétrolières commencèrent à exploiter le pétrole du Timor, comme le prévoyait le traité australo-indonésien.

Et les choses continuent. La complicité a été décisive et cruciale ; et si l'opinion publique n'en est pas informée, c'est par choix.

– *Que pensez-vous de l'accord donné par le président Habibie pour l'envoi d'une force de maintien de la paix au Timor oriental ?*

Il n'a aucune autorité pour accepter quoi que ce soit. C'est comme demander si Saddam Hussein aurait dû inviter une force de maintien de la paix au Koweït !

Nous ne devrions pas nous faire d'illusions : il ne s'agit pas d'un problème de droits, d'autorité ou de souveraineté indonésiens. Il ne s'agit pas d'un problème de droit international. Celui-ci a été violé, outrageusement violé, à partir du moment où l'Indonésie a envahi le Timor, avec le soutien des États-Unis.

– Mais ne pensez-vous pas que l'envoi d'une force de maintien de la paix pourrait représenter un début de solution ?

Une forte présence internationale est certes nécessaire. Dans quelle mesure elle pourra agir dépend de la position prise par les puissances occidentales : si les États-Unis et leurs alliés veulent que les atrocités s'arrêtent, elles s'arrêteront.

À l'heure où nous parlons, des centaines de milliers de gens meurent de faim, cachés dans les montagnes. L'aviation militaire américaine largue-t-elle de la nourriture ? Si elle a la capacité de détruire tous les ponts de Novi Sad, en Yougoslavie, elle est bien entendu en mesure d'acheminer de la nourriture.

– L'analogie avec le Kosovo et la Yougoslavie est-elle appropriée ?

Il n'y a aucune comparaison possible ! Même en oubliant les centaines de milliers de gens massacrés par le passé, les atrocités commises au cours de cette seule année 1999 au Timor oriental dépassent largement le niveau des atrocités commises au Kosovo avant les bombardements de l'Otan (2 000 personnes tuées). L'Église évalue entre 3 000 et 5 000 le nombre de personnes tuées au Timor oriental au cours des seuls mois précédant le référendum. Et il y en a eu beaucoup plus depuis.

Il est également une différence beaucoup plus significative : la question cruciale de la culpabilité des pays occidentaux au Timor oriental en tous temps.

– Quelle est la crédibilité et l'utilité des organisations internationales dans ce genre de conflits ?

Il n'existe pas d'action indépendante de l'Onu. Elle fait ce que les grandes puissances, et en premier lieu les États-Unis, lui permettent ou lui disent de faire. Quant à sa crédibilité, elle a toujours été et demeure nulle, tout au moins si l'on confère au terme « crédibilité » une certaine dimension morale...

– Comment voyez-vous l'avenir de la région ?

L'Indonésie a été le centre de la politique américaine dans cette région du monde depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est en effet, de loin, le pays le plus riche, avec une population importante et d'énormes ressources naturelles.

Le fait que la situation soit aussi désastreuse aujourd'hui découle en partie de raisons internes : énormes problèmes de corruption, de violence et de terreur. Mais elle est également le reflet de la politique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale.

En 1958, sous le mandat d'Eisenhower, les États-Unis mirent à exécution leur plus vaste opération clandestine d'après-guerre, avec pour objectif de démanteler l'Indonésie, de la détruire et de la priver des îles abritant la majeure partie de ses ressources naturelles. Ils échouèrent et décidèrent par

la suite de soutenir l'armée indonésienne. Ceci conduisit au putsch de Suharto en 1965, lors duquel des centaines de milliers de gens furent massacrés en l'espace de deux mois.

L'événement déclencha une grande euphorie dans les pays occidentaux. Un commentateur libéral du *New York Times* parlait alors d'une « lueur d'espoir en Asie ». L'événement fut effectivement accueilli comme un succès. Des centaines de milliers de gens, pour la plupart des paysans sans terre, furent massacrés par les brutales forces militaires bénéficiant de l'aide et du soutien américains. Washington s'attribua ouvertement le mérite de cette action et ouvrit le pays aux exportations occidentales. C'est la raison principale pour laquelle les États-Unis et les pays occidentaux en général continuèrent à soutenir le statu quo jusqu'à ce que leur favori, le général Suharto, perde le contrôle.

C'est également pourquoi ils soutinrent l'invasion du Timor oriental et les atrocités qui l'accompagnèrent.

– *Peut-on espérer à cet égard une quelconque évolution ?*

Ce qui se passe au Timor dépend dans une large mesure de nous tous. Nous pouvons décider de sauver les survivants ou de les abandonner à leur triste sort. Une fois de plus...

20 septembre 1999

Noam CHOMSKY

Department of Linguistics and Philosophy
Massachusetts Institute of Technology (Cambridge, ÉUA)